

COMMUNE D'ETTERBEEK

GEMEENTE ETTERBEEK

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**  
**UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**

Séance du22.10.2010Zitting van**PRESENTS / AANWEZIGEN :**

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, M./Dhr Didier van EYLL, Mme/Mw. Françoise BERTIEAUX, Mme/Mw Marie-Rose GEUTEN, MM./HH. Bernard de MARCKEN de MERKEN, Frank VAN BOCKSTAL, Jean-Luc ROBERT, Rachid MADRANE, Echevins/ Schepenen ; MM./HH. Stéphane VAN VAERENBERGH, André du BUS de WARNAFFE, Laurent VLEMINCKX, Mme/Mw. Françoise CARTON de WIART, MM./HH Rik JELLEMA, Ahmed M'RABET, Mme/Mw Marie-Pascale MINET, Mme/Mw Kathy MOTTET, MM./HH Nourdine TAYBI, Christophe GASIA, Rik BAETEN, Patrick CUISINIER, Mme/Mw. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, M/Dhr Charles de BERGEYCK, Mme/Mw. Jacqueline BERGER, Mme/Mw. Chantal HOORNAERT, Mme/Mw. Claire ALLARD, Mme/Mw. Viviane SCHOLLIERS, Mme/Mw. Catherine PRICK, Conseillers communaux/ Gemeenteraadsleden ; Annick PETIT, Secrétaire Communal ff/wn Gemeentesecretaris.

**Absents et excusés / afwezig en verontschuldigen :**

M/Dhr Patrick LENAERS, Mme/Mw Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, Mme/Mw Gisèle MANDAILA, M/Dhr Jean LAURENT, Mme/Mw Sandrine ES, Mme/Mw Christina KARKAN, M/Dhr Jean Claude BILQUIN, Mme/Mw Valérie PICQUET, M./Dhr. Christian DEBATY,

*L'urgence du point 3 de la séance publique est adoptée à l'unanimité.*

*De spoedeisendheid van punt 3 van de openbare zitting wordt met éénparigheid van stemmen aangenomen.*

*La séance est ouverte à 18 h00.*

*De zitting wordt om 18 u 00 geopend.*

**SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING****(1) Règlement-taxe sur les chambres d'hôtels - Prolongation  
Belastingreglement op hotelkamers - Verlenging**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du **14 décembre 2009** relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du **18 mars 2010** ;

Considérant que le secteur hôtelier se trouve dans une situation financière difficile au vu du contexte économique actuel et qu'il convient de trouver un équilibre entre les recettes fiscales nécessaires à l'équilibre budgétaire de la Commune et ce que l'on peut exiger des hôteliers etterbeekois. .

Considérant que le territoire etterbeekois est relativement peu étendu et que les hôtels qui s'y trouvent y sont en bordure. Or, il apparaît que certaines communes voisines se dotent d'un règlement de taxe sur les chambres d'hôtel dont le tarif est moins élevé que le nôtre ; que cela peut donc procurer un désavantage par rapport aux hôtels concurrents situés en dehors du territoire etterbeekois.

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Il est établi à partir du 1<sup>er</sup> janvier **2011** au profit de la commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre **2013**, une taxe communale annuelle sur les chambres d'hôtels, de pensions et autres chambre garnies, que se soit ou non dans le cadre d'une activité hôtelière.

Par « chambres d'hôtels », il y a lieu d'entendre les chambres des établissements reconnus comme tels en vertu du statut hôtelier leur délivré par le commissaire au Tourisme du gouvernement de la Communauté française ou par Toerisme Vlaanderen.

Par « chambres de pensions et autres chambres garnies », il y a lieu d'entendre les logements ou locaux meublés donnés en location.

Par « activité hôtelière », il faut entendre : l'activité commerciale qui consiste à fournir un hébergement payant dans une chambre ou un appartement destiné à cet effet, cette activité pouvant être exercée notamment sous la dénomination d'hôtel, hôtellerie, auberge, motel, pension, appart-hôtel, flat-hôtel, résidence, studio ou établissement dans lequel les chambres peuvent être louées à l'heure et éventuellement plusieurs fois par jour.

Par « chambre d'hôtes », il y a lieu d'entendre les chambres meublées faisant partie de la résidence principale du redevable, destinées à être louées avec petit déjeuner inclus, et bénéficiant d'une agréation de la Commission communautaire française ou de Toerisme Vlaanderen.

### **Article 2 :**

Le taux de la taxe est fixé à :

2.1. Pour les chambres d'hôtels :

2.1.1. Les établissements classés en catégorie 1 (0 ou 1 étoile) : € 300,00 par chambre par an ;

2.1.2. Les établissements classés en catégorie 2 (2 étoiles) : € 500,00 par chambre par an ;

2.1.3. Les établissements classés en catégorie 3 (3 étoiles) : € 700,00 par chambre par an ;

2.1.4. Les établissements classés en catégorie 4 (4 étoiles) : € 1.100,00 par chambre par an ;

2.1.5. Les établissements classés en catégorie 5 (5 étoiles) : € 2.250,00 par chambre par an ;

2.2. Pour les chambres de pension et autres chambres garnies dans le cadre d'une activité hôtelière :

2.2.1. Pour les chambres de pensions et autres chambres garnies dans le cadre d'une activité hôtelière : € 1.200,00 par chambre/an ;

2.2.2. Pour les « chambres d'hôtes » : € 250,00 par chambre/an ;

2.3. Pour les chambres et/ou appartements meublés en dehors de toute activité hôtelière : € 250,00 par chambre et/ou appartement par an.

Le montant global de la taxe est calculé en fonction du nombre de chambres susceptibles d'être mises en location à la date du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. La taxe est due pour l'année entière.

### **Article 3 :**

Le montant global de la taxe calculé selon les modalités reprises à l'article 2 sera payable par douzièmes. Le redevable devra s'acquitter de chaque douzième dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'expiration de chaque mois et en tout état de cause le paiement devra être parvenu à l'administration pour le 10 du mois concerné.

En cas de début ou de cession d'exploitation de l'établissement imposable au cours de l'exercice fiscal, la taxe est établie sur base du nombre de mois effectifs d'exploitation de l'établissement.

En cas de cessation ou de cession d'exploitation, les droits sont payables dans les cinq jours de cessation ou de la cession.

La taxe est payable immédiatement si les droits fiscaux sont en péril.

Le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées.

### **Article 4 :**

La taxe est due par la personne physique ou morale, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, qui donne les logements en locations.

### **Article 5 :**

Ne tombent pas sous l'application du présent règlement :

1. Les hôpitaux, cliniques, dispensaires, œuvres de bienfaisance et les logements affectés à des activités d'aide sociale et de santé sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics ;

2. Les logements servant aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics ;

3. Les logements affectés à des activités culturelles ou sportives poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics ;

4. Les logements affectés par des personnes publiques ou privées à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes âgées, de personnes handicapées ou de jeunes ;

5. Les institutions publiques de type école supérieure ou universitaire qui mettent à disposition des logements, dont ils sont propriétaire, à des étudiants.

6. Les propriétaires de :

-maximum 2 chambres d'hôtes.

-maximum 2 chambres garnies mises à la disposition d'étudiants.

**Article 6 :**

Tout exploitant est tenu de compléter une fiche d'information conforme au modèle, arrêté par le Collège des Bourgmestres et Echevins et de la faire parvenir à l'administration communale trois jours au moins avant l'ouverture de son établissement. Cette déclaration reste valable jusqu'à révocation expresse par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti. Ce dernier est tenu de fournir, sur demande, tous les documents et renseignements visant à contrôler la teneur de sa déclaration.

**Article 7 :**

A défaut de déclaration, de paiement selon les modalités reprises aux articles 3 et 4, ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou incomplète, la taxe sera enrôlée d'office conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 24 décembre 1996. Le redevable sera imposé d'office sur base d'éléments dont dispose l'administration. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

**Article 8 :**

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 7 de la loi du 24 décembre 1996 et munis de leur lettre de désignation, et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

**Article 9 :**

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestres et Echevins lorsque la perception de la taxe ne peut être effectuée au comptant.

**Article 10 :**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions des articles 3 et 12 de la loi du 24 décembre 1996.

**Article 11 :**

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 14 december 2009 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 18 maart 2010 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat de hotelsector zich in een moeilijke financiële situatie bevindt gezien de huidige economische toestand en dat er een evenwicht moet gevonden worden tussen de belastingontvangsten noodzakelijk voor het begrotingsevenwicht van de Gemeente en wat van de Etterbeekse hotelhouders kan geëist worden;

Overwegende dat het gebied van Etterbeek vrij beperkt is en dat de bestaande hotels zich aan de rand van de gemeente bevinden. Het blijkt dat bepaalde naburige gemeenten een belastingreglement op hotelkamers goedgekeurd hebben met een minder hoog tarief dan in onze Gemeente; dat kan een nadeel zijn ten opzichte van de concurrerende hotels gelegen buiten het gebied van Etterbeek;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschriften tegen provincie- of gemeentebelastingen;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

## **BESLUIT**

### **Artikel 1:**

Er wordt vanaf 1 januari **2011** ten bate van de gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op 31 december **2013**, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers, al dan niet in het kader van een hotelactiviteit.

Met “hotelkamers” bedoelt men de kamers van de als dusdanig erkende instellingen krachtens het statuut van hotel dat hen verleend wordt door Toerisme Vlaanderen of door de commissaris bij het Toerisme van de regering van de Franse Gemeenschap.

Met “pensionkamers en andere gemeubelde kamers” bedoelt men het in huur geven van gemeubelde woningen of lokalen.

Onder “hotelactiviteit” dient men te verstaan: de handelsactiviteit die bestaat in het leveren van een betalend onderdak in een kamer of een appartement daartoe bestemd. Deze activiteit mag met name uitgeoefend worden onder de benaming van hotel, hotelwezen, eethuis, motel, pension, appartementhotel, flathotel, verblijf, studio of inrichting waarin kamers kunnen verhuurd worden per uur en eventueel meerdere keren per dag.

Met “gastenkamers” bedoelt men de gemeubelde kamers, die deel uitmaken van het hoofdverblijf van de belastingplichtige, om verhuurd te worden met inbegrip van een ontbijt en die erkend zijn door Toerisme Vlaanderen of door de Franse Gemeenschapscommissie.

### **Artikel 2:**

De jaarlijkse aanslagvoet is vastgesteld op:

2.1. Voor de hotelkamers:

2.1.1. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 1 (0 of 1 ster): € 400,00 per kamer per jaar ;

2.1.2. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 2 (2 sterren): € 800,00 per kamer per jaar ;

2.1.3. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 3 (3 sterren): € 1.200,00 per kamer per jaar ;

2.1.4. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 4 (4 sterren): € 1.600,00 per kamer per jaar ;

2.1.5. Inrichtingen gerangschikt onder categorie 5 (5 sterren): € 2.250,00 per kamer per jaar ;

2.2. Voor de pensionkamers en andere gemeubelde kamers in het kader van een hotelactiviteit:

2.2.1. Voor de pensionkamers en andere gemeubelde kamers in het kader van een hotelactiviteit: € 1.200,00 per kamer per jaar;

2.2.2. Voor de “gastenkamers”: € 250,00 per kamer per jaar;

2.3. Voor de kamers en/of gemeubelde appartementen buiten elke hotelactiviteit: € 250,00 per kamer per jaar.

Het globale bedrag van de belasting wordt berekend volgens het aantal kamers dat op datum van 1 januari van het aanslagjaar kan verhuurd worden. De belasting is verschuldigd voor het ganse jaar.

### **Artikel 3:**

Het globale bedrag van de belasting berekend krachtens artikel 2 zal per twaalfden betaalbaar zijn. De belastingplichtige moet elke twaalfde binnen de vijf werkdagen na het einde van elke maand storten en in elk geval dient de betaling bij de administratie toe te komen voor de 10<sup>de</sup> van de bewuste maand.

In geval van aanvang of van stopzetting van uitbating van de belastbare inrichting in de loop van het belastingdienstjaar, wordt de belasting opgesteld op basis van het aantal effectieve maanden van uitbating van de inrichting.

Indien de inrichting gesloten of de uitbating overgedragen wordt, zijn de rechten betaalbaar binnen de vijf dagen na sluiting of overdracht.

De belasting is onmiddellijk te betalen indien de fiscale rechten in het gedrang komen.

De verkrijger blijft de niet-aangegeven of niet-gestorte belastingen verschuldigd.

### **Artikel 4:**

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen, onder welke vorm dan ook, die verblijven verhuurt.

### **Artikel 5:**

Vallen niet onder de toepassing van dit reglement:

1. De ziekenhuizen, klinieken, dispensaria, liefdadigheidsinstellingen en woningen bestemd voor activiteiten voor maatschappelijke hulp en gezondheid zonder winstoogmerk en gesubsidieerd of erkend door de openbare overheden;

2. De woningen dienend voor onderwijsinstellingen ingericht en gesubsidieerd door openbare overheden;

3. De woningen bestemd voor culturele of sportieve activiteiten zonder winstoogmerk en gesubsidieerd of erkend door de openbare overheden;

4. De woningen bestemd voor openbare of private personen die tot doel hebben de collectieve huisvesting te bewerkstelligen van wezen, senioren, gehandicapten of van jongeren;

5. De openbare instellingen van het type hogescholen of universiteit die woningen, waarvan ze eigenaar zijn, ter beschikking stellen van de studenten.

6. De eigenaars van :

-maximum twee gastenkamers.

-maximum twee gemeubelde kamers die ze ter beschikking stellen van de studenten.

### **Artikel 6:**

Elke uitbater moet een informatiefiche invullen, overeenkomstig het model vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen en deze bij het gemeentebestuur indienen ten minste drie dagen voor de opening

van de inrichting. Deze verklaring blijft geldig tot uitdrukkelijke opzegging door de belastingplichtige. Het bewijs van opzegging is ten laste van de belastingplichtige. Deze laatste is ertoe gehouden om, op aanvraag, alle documenten en inlichtingen mede te delen, die toelaten zijn verklaring na te gaan.

**Artikel 7:**

Bij gebrek aan aangifte, aan betaling volgens de in de artikels 3 en 4 opgenomen modaliteiten of in geval van fraude of wanneer de aangifte onjuist of onvolledig is ingevuld, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden overeenkomstig de bepalingen vervat in de artikels 6 en 7 van de wet van 24 december 1996. De verschuldigde bedragen zullen ambtshalve opgelegd worden, op basis van elementen waarover de het gemeentebestuur beschikt. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

**Artikel 8:**

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 24 december 1996 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

**Artikel 9:**

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer de contante inning van de belasting niet kan uitgevoerd.

**Artikel 10:**

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in artikelen 3 en 12 van de wet van 24 december 1996.

**Artikel 11:**

De geschillen worden geregeld overeenkomstig de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren.

*A la demande de Monsieur Robert, nous nous sommes renseignés sur les règlements et tarifs en vigueur dans les autres communes bruxelloises qui possèdent sur leur territoire les hôtels les plus concurrentiels aux nôtres.*

*Il a donc été décidé de s'aligner sur ces tarifs tout en gardant le système de paiement forfaitaire annuel (le calcul du forfait correspondant au taux d'occupation moyen annuel de 62,5%).*

*L'hôtel Derby et le Park Hotel n'ont pas été lésés et le Sofitel est resté concurrentiel (face aux proches hôtels de la Ville). L'hôtel Sofitel a déjà payé 9 tranches de la taxe.*

*Ce nouveau règlement est entré en vigueur au 01/01/2010 pour une période test d'un an. A ce jour, nous n'avons reçu aucun feedback négatif des hôteliers. Il s'agit donc de le prolonger jusqu'au 31 décembre 2013 (date d'échéance de la plupart de nos règlements de taxe.)*

\*\*\*

*Op vraag van de heer Robert hebben wij ons laten inlichten over de reglementen en tarieven die van kracht zijn in andere Brusselse gemeenten waar de hotels staan die het meest in concurrentie treden met de onze.*

*Er werd dus besloten om deze tarieven te volgen zonder echter het systeem van de jaarlijkse forfaitaire betaling af te schaffen (de berekening van de forfait komt overeen met de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van 62,5%).*

*Hotel Derby en het Park Hotel werden niet benadeeld en het Sofihotel heeft zijn concurrentiële positie kunnen behouden ten opzichte van de nabijgelegen hotels van Stad Brussel). Het Sofitel hotel heeft al 9 belastingschijven betaald.*

*Dit nieuwe reglement is in voege getreden op 01/01/2010 voor een testperiode van één jaar. Op de dag van vandaag hebben wij nog geen enkele negatieve feedback ontvangen van de hoteluitbaters. Bijgevolg zal het reglement verlengd worden tot 31 december 2013 (vervaldatum van het merendeel van onze belastingreglementen)*

## **(2) Mobilité - Schéma d'aménagement de la moyenne ceinture Mobiliteit - Schema voor de heraanleg van de middenring**

### Amendements

*Version amendée par le groupe Ecolo-Groen.*

*Le Conseil communal,*

*Attendu qu'un projet de schéma d'aménagement de la moyenne ceinture a été porté à la connaissance de l'administration communale par le biais d'une présentation à un comité d'accompagnement au sein duquel l'administration communale était représentée.*

*Vu que le projet proposé retient des options positives **pour la fluidité du trafic**, telle que la mise en tunnel du tram au niveau de la correspondance avec la gare d'Etterbeek, mais aussi des options fondamentales très dangereuses pour **la mobilité durable** à Etterbeek, puisqu'il propose de prolonger la E 411 jusqu'au boulevard Général Jacques par le biais des aménagements suivants :*

*Variante 1 – Prolongation de la E 411 par :*

*La Construction d'un tunnel de sortie de ville dont les entrées seraient situées boulevard Général Jacques, entre les casernes et la Plaine de la VUB, et qui permettrait de rejoindre une nouvelle voirie située entre les immeubles du boulevard de la Plaine et le chemin de fer, et au final, la E 411;*

*Le déclassement du statut hiérarchique du boulevard de la Plaine et du tronçon du boulevard de Triomphe entre la Plaine et Delta;*

*La mise en sens unique vers ville du boulevard du Triomphe, entre Delta et le boulevard Général Jacques, et la construction d'un tunnel d'entrée de ville du boulevard du Triomphe vers le boulevard Général Jacques vers Ixelles, permettant de rejoindre facilement l'avenue des Casernes.*

*Variante 2 – Prolongement de la E 411 par :*

*La construction du tunnel de sortie de ville dont les entrées seraient situées boulevard Général Jacques, entre les casernes et la Plaine de la VUB, et qui permettrait de rejoindre une nouvelle voirie située entre les immeubles du boulevard de la Plaine et le chemin de fer, et au final, la E 411;*

*La construction d'une nouvelle voirie de prolongation de la E 411 en entrée de ville, située entre les immeubles du boulevard de la Plaine et le chemin de fer, permettant de rejoindre le boulevard de la Plaine au carrefour avec le boulevard Général Jacques. Ce carrefour serait ouvert, et la révision des phases de feux cumulée avec la mise en souterrain du tram et du trafic de sortie de ville permettront d'écouler plus de trafic vers ville;*

*Le déclassement du statut hiérarchique du boulevard du Triomphe.*

*Attendu que l'auteur de projet privilégie la variante 2;*

*Vu que ces aménagements, s'ils protégeront certains quartiers du cimetière d'Ixelles et d'Auderghem, engendreront une augmentation incontrôlable du trafic dans Etterbeek, en entrée de ville comme en sortie de ville. Les prévisions du trafic émises par l'auteur de projet indiquent un doublement du volume de trafic entrant en point du matin.*



Attendu qu'au plan urbanistique, la construction de ces tunnels nécessitera la construction de trémies supplémentaires, qui constituent autant de barrières urbaines et d'éléments déstructurants sur un boulevard qui devrait au contraire retrouver un aménagement structuré.

Attendu que le plan des déplacements de la Région bruxelloise Iris 2 confie au Plan Régional de Développement Durable le soin de plancher sur la possibilité de développer le métro sur l'axe de la Moyenne ceinture. L'étude régionale a elle-même démontré qu'un métro sera indispensable sur la moyenne ceinture à moyen terme pour faire face à l'augmentation du nombre d'usagers du tram;

Attendu que cette perspective nécessiterait d'affecter prioritairement les budgets régionaux aux infrastructures utiles aux transports publics;

**Attendu que le plan des déplacements de la Région bruxelloise Iris 2 vise à une réduction du trafic automobile de 20% d'ici 2018;**

Vu que les projets de Plan Communaux de Mobilité d'Etterbeek et d'Auderghem préconisent de retenir le trafic en amont d'Auderghem et pas de l'amener le plus loin possible en centre-ville.

~~Attendu que ce projet a été présenté comme définitif, alors que la population n'e pas été consultée et qu'aucune demande d'avis officielle n'a été adressée aux communes;~~

Attendu que le Collège a émis un avis d'initiative sur ce dossier le 24 juin 2010 et a notifié cet avis aux principaux ministres concernés le 8 juillet 2010.

~~Attendu qu'à ce jour, il n'y a pas eu de réponse claire et concertée du Gouvernement bruxellois;~~

**Vu, que pour marquer son désaccord en amont de toute décision gouvernementale risquant d'aller à l'encontre de la mobilité durable qu'à défaut de volonté régionale de consulter la population sur ses projets, la Commune le Collège a pris l'initiative, fin août, de lancer auprès de la population une pétition contre la prolongation de la E 411.**

Vu que cette pétition, diffusée auprès des commerçants et des habitants, par la distribution d'un avis toutes-boîtes dans les quartiers concernés et la mise en ligne d'une information spécifique sur le site internet de la commune, a rassemblé à cette date un total de 1.524 signatures.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT REGIONAL

**De prendre en considération l'opposition à l'éventuelle réalisation d'un tel ~~un~~ projet exprimée tant par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Etterbeek que par les 1.524 signatures de la pétition lancée à l'initiative de celui-ci de la Commune;**

**De renoncer officiellement à tout projet de prolongation de la E411, ainsi qu'à toute autre option qui aurait pour effet d'augmenter le flux automobile aboutissant sur le boulevard Général Jacques;**

**De privilégier les investissements utiles à un fonctionnement optimal des transports publics.**

Motivation de l'abstention de Monsieur du BUS de WARNAFFE pour le point relatif à la mobilité :

Le cdh s'abstient pour le motif suivant : le cdh ne dispose pas actuellement d'éléments suffisants pour lui permettre de juger si le dossier tel que présenté par la Région pose ou non problème pour la Commune d'Etterbeek. Il regrette qu'il n'y ait pas eu d'information en Conseil communal, avec les auteurs de projet, permettant aux conseillers communaux de se positionner en connaissance de cause et aurait souhaité qu'on reprenne le dossier à zéro.

Le Bourgmestre a répondu que la majorité souhaitait soumettre ce point au vote, dans la mesure où une réunion publique à laquelle les trois-quarts de la population d'Etterbeek étaient invités a été organisée et lors de laquelle un exposé très précis a été réalisé par M. Vincent de Vadder, fonctionnaire mobilité de la Commune. L'exposé de M. de Vadder, ainsi que les plans, même s'ils n'y figurent plus, ont été consultables et téléchargeables sur le site pendant longtemps.

### Amendementen

Geamendeerde versie ingediend door de fractie Ecolo-Groen.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een ontwerpschema voor de heraanleg van de kleine ring ter kennis gebracht werd van het gemeentebestuur tijdens een presentatie op een begeleidingscomité waarin het gemeentebestuur vertegenwoordigd was.

Overwegende dat het project positieve aanpassingen voorziet **om de vlotheid van het verkeer te garanderen**, zoals de intunneling van de tram ter hoogte van de verbinding met het station van Etterbeek, maar ook andere

ingrijpende opties die een groot gevaar inhouden voor **de duurzame mobiliteit in Etterbeek**. Laatstgenoemde opties stellen namelijk voor om de E411 door middel van een aantal ingrepen te verlengen tot aan de Generaal Jacqueslaan:

**Variant 1 - Verlenging van de E 411 door middel van :**

De bouw van een tunnel voor verkeer dat de stad verlaat, wiens ingangen op de Generaal Jacqueslaan zouden komen te liggen, tussen de kazernes en het VUB-terrein. Deze tunnels zouden leiden naar een nieuw aangelegde weg, tussen de gebouwen van de Pleinlaan en de spoorweg, die op zijn beurt naar de E411 zou leiden ;

De Pleinlaan en het gedeelte van de Triomflaan tussen het Oefenplein en Delta deklasseren tot een lagere categorie van rijweg ;

Het invoeren van eenrichtingsverkeer richting stad in de Triomflaan, tussen Delta en de Generaal Jacqueslaan, en de bouw van een toegangstunnel tot de stad vanaf de Triomflaan naar de Generaal Jacqueslaan richting Elsene, waardoor men gemakkelijk de Kazernenlaan kan bereiken.

**Variant 2 - Verlenging van de E411 door :**

De bouw van een tunnel voor het verkeer dat de stad verlaat, waarvan de ingangen op de Generaal Jacqueslaan zouden komen te liggen, tussen de kazernes en het VUB-terrein. Deze tunnels zouden uitmonden op een nieuw aangelegde weg tussen de gebouwen van de Pleinlaan en de spoorweg, en tenslotte, op de E411 ;

De aanleg van een weg in het verlengde van de E 411 als toegangsweg tot de stad, die tussen de gebouwen van de Pleinlaan en de spoorweg zou lopen. Deze toegangsweg zou samenkomen met de Pleinlaan op het kruispunt met de Generaal Jacqueslaan. Het zou een kruispunt in openlucht. Door de wachttijden van de verkeerslichten aan te passen en door de tram en het verkeer dat de stad verlaat door een tunnel te leiden zou men meer verkeer de stad in kunnen leiden ;

De Triomflaan deklasseren tot een lagere categorie van rijweg.

Overwegende dat de auteur van het project variant 2 verkiest ;

Overwegende dat deze ingrepen, hoewel zij een aantal wijken rond het kerkhof van Elsene en in Oudergem zullen beschermen, in Etterbeek weliswaar tot een onbeheersbare toevloed van verkeer zullen leiden, zowel bij het verlaten als bij het binnenkomen van de stad. Volgens de verkeersverwachtingen van de auteur van het project zou het verkeer dat de stad binnenkomt tijdens de ochtendspits verdubbelen.

Overwegende dat, vanuit stedenbouwkundig opzicht, de bouw van deze tunnels ook de bouw van bijkomende in- en uitgangshellingen zal inhouden. Dat deze hellingen stedelijke barrières en destructureerende elementen vormen op een laan die net nood heeft aan een meer gestructureerde aanleg.

Overwegende dat het vervoersplan van het Brussels Gewest Iris 2 aan het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling de zorg heeft toevertrouwd om de mogelijkheid te onderzoeken om het metronet te ontwikkelen langs de as van de middenring ~~de regionale studie zelf heeft aangetoond dat er op middellange termijn een metro gebouwd moet worden langs de middenring om het verhoogde aantal tramgebruikers aan te kunnen.~~

Overwegende dat men omwille van dit vooruitzicht de gewestelijke budgetten in de eerste plaats moet aanwenden voor infrastructuur die het openbaar vervoer ten goede komt.

**Overwegende dat het vervoersplan van het Brussels Gewest Iris 2 het autoverkeer met twintig procent wil verlagen tegen 2018 ;**

Overwegende dat de Gemeentelijke mobiliteitsplannen van Etterbeek en Oudergem voorzien om het verkeer af te remmen ter hoogte van Oudergem en niet om het zo ver mogelijk tot in de stad te leiden.

~~Overwegende dat dit project als zijnde definitief voorgesteld werd, terwijl de bevolking niet geraadpleegd werd en er geen enkele vraag om advies tot de gemeenten gericht werd ;~~

Overwegende dat het College op eigen initiatief een advies uitgebracht heeft over dit dossier op 24 juni 2010 en dit advies op 8 juli 2010 ter kennis gebracht heeft van de direct betrokken ministers.

~~Overwegende dat er tot op vandaag nog geen duidelijk en overlegd antwoord van de Brusselse Regering ontvangen werd.~~

~~Overwegende dat bij gebrek aan bereidheid bij het gewest om de bevolking te raadplegen over haar projecten de het **College** eind augustus het initiatief genomen heeft om een petitie te lanceren onder de bevolking tegen de verlenging van de E411 **om duidelijk te maken dat het hiermee niet akkoord gaat, en dit alvorens de regering een beslissing zou nemen die indruist tegen de duurzame mobiliteit.**~~

Overwegende dat bij gebrek aan bereidheid bij het gewest om de bevolking te raadplegen over haar projecten de Gemeente eind augustus het initiatief genomen heeft om.

Overwegende dat deze petitie, die bekendgemaakt werd aan de handelaars en de inwoners via een huis-aan-huisbericht in alle betrokken wijken en via een bijzondere mededeling op de website van de gemeente, vandaag in totaal 1.524 handtekeningen opgeleverd heeft.

#### **VRAAGT AAN DE HOOFDSTEDELIJKE GEWESTREGERING :**

Om rekening te houden met het verzet tegen **de eventuele realisatie van dergelijk het** project vanwege zowel het College van Burgemeester en Schepenen van Etterbeek als de 1.524 ondertekenaars van de petitie, die gelanceerd werd op **zijn** initiatief ~~van de Gemeente~~;

Om officieel af te zien van elk project voor de verlenging van de E411 evenals elke andere ingreep die een verhoogde instroom van het autoverkeer in de Generaal Jacqueslaan tot gevolg zou hebben ;

Om de voorkeur te geven aan investeringen die een optimale werking van het openbaar vervoer ten goede komen.

Motivatie van de onthouding van de heer du BUS de WARNAFFE voor het agendapunt betreffende de mobiliteit :

Het cdh onthoudt zich omwille van de volgende reden : het cdh beschikt thans niet over voldoende elementen op basis waarvan wij kunnen oordelen of het dossier zoals het voorgesteld wordt door het Gewest wel of niet een probleem vormt voor de gemeente. De partij betreurt het dat hierover niet bericht werd in de gemeenteraad door de auteurs van het project zodat de gemeenteraadsleden een positie zouden kunnen innemen met kennis ter zake. Daarom wenst hij dat het dossier terug van nul af aan wordt bekeken.

De Burgemeester antwoordde hierop dat de meerderheid dit punt ter stemming wil brengen aangezien er een openbare bijeenkomst georganiseerd werd waar drievierde van de Etterbeekse bevolking op uitgenodigd was en tijdens dewelke er een zeer uitvoerige beschrijving gegeven werd door de heer Vincent de Vadder, mobiliteitsambtenaar van de Gemeente. Hoewel de uitleg van de heer de Vadder evenals de plannen nu niet meer op de website staan, konden ze er gedurende geruime tijd geraadpleegd worden.

Par 21 oui et 6 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met 21 ja-stemmen en 6 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

#### Ont voté oui/Hebben ja gestemd

Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Françoise BERTIEAUX, Françoise CARTON de WIART, Patrick CUISINIER, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Christophe GASIA, Marie-Rose GEUTEN, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Marie-Pascale MINET, Catherine PRICK, Jean-Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Didier van EYLL, Laurent VLEMINCKX, Vincent DE WOLF.

#### Se sont abstenus/Hebben zich onthouden

Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE, Kathy MOTTET, Viviane SCHOLLIERS, Stéphane VAN VAERENBERGH.

Le Conseil communal,

Attendu qu'un projet de schéma d'aménagement de la moyenne ceinture a été porté à la connaissance de l'administration communale par le biais d'une présentation à un comité d'accompagnement au sein duquel l'administration communale était représentée.

Vu que le projet proposé retient des options positives, pour le fluidité du trafic, telle que la mise en tunnel du tram au niveau de la correspondance avec la gare d'Etterbeek, mais aussi des options fondamentales très dangereuses pour la mobilité durable à Etterbeek, puisqu'il propose de prolonger la E 411 jusqu'au boulevard Général Jacques par le biais des aménagements suivants :

**Variante 1. Prolongement de la E 411 par :**

La construction d'un tunnel de sortie de ville dont les entrées seraient situées boulevard Général Jacques, entre les casernes et la Plaine de la VUB, et qui permettrait de rejoindre une nouvelle voirie située entre les immeubles du boulevard de la Plaine et le chemin de fer, et au final, la E 411 ;

Le déclassement du statut hiérarchique du boulevard de la Plaine et du tronçon du boulevard de Triomphe entre la Plaine et Delta ;

La mise en sens unique vers ville du boulevard du Triomphe, entre Delta et le boulevard Général Jacques, et la construction d'un tunnel d'entrée de ville du boulevard du Triomphe vers le boulevard Général Jacques vers Ixelles, permettant de rejoindre facilement l'avenue des Casernes.

**Variante 2. Prolongement de la E 411 par :**

La construction d'un tunnel de sortie de ville dont les entrées seraient situées boulevard Général Jacques, entre les casernes et la Plaine de la VUB, et qui permettrait de rejoindre une nouvelle voirie située entre les immeubles du boulevard de la Plaine et le chemin de fer, et au final, la E 411 ;

La construction d'une nouvelle voirie de prolongation de la E 411 en entrée de ville, située entre les immeubles du boulevard de la Plaine et le chemin de fer, permettant de rejoindre le boulevard de la Plaine au carrefour avec le boulevard Général Jacques. Ce carrefour serait ouvert, et la révision des phases de feux cumulée avec la mise en souterrain du tram et du trafic de sortie de ville permettront d'écouler plus de trafic vers ville ;

Le déclassement du statut hiérarchique du boulevard du Triomphe.

Attendu que l'auteur de projet privilégie la variante 2 ;

Vu que ces aménagements, s'ils protégeront certains quartiers du cimetière d'Ixelles et d'Auderghem, engendreront une augmentation incontrôlable du trafic dans Etterbeek, en entrée de ville comme en sortie de ville. Les prévisions de trafic émises par l'auteur de projet indiquent un doublement du volume de trafic entrant en pointe du matin.

Attendu qu'au plan urbanistique, la construction de ces tunnels nécessitera la construction de trémies supplémentaires, qui constituent autant de barrières urbaines et d'éléments déstructurants sur un boulevard qui devrait au contraire retrouver un aménagement structuré.

Attendu que le plan des déplacements de la Région bruxelloise Iris 2 confie au Plan Régional de Développement Durable le soin de plancher sur la possibilité de développer le métro sur l'axe de la Moyenne ceinture ;

Attendu que cette perspective nécessiterait d'affecter prioritairement les budgets régionaux aux infrastructures utiles aux transports publics ;

Attendu que le plan des déplacements de la Région bruxelloise Iris 2 vise à une réduction du trafic automobile de 20% d'ici 2018;

Vu que les projets de Plan Communaux de Mobilité d'Etterbeek et d'Auderghem préconisent de retenir le trafic en amont d'Auderghem et pas de l'amener le plus loin possible en centre-ville.

Attendu que le Collège a émis un avis d'initiative sur ce dossier le 24 juin 2010 et a notifié cet avis aux principaux ministres concernés le 8 juillet 2010.

Vu, que pour marquer son désaccord en amont de toute décision gouvernementale risquant d'aller à l'encontre de la mobilité durable, le Collège a pris l'initiative, fin août, de lancer auprès de la population une pétition contre la prolongation de la E411.

Vu que cette pétition, diffusée auprès des commerçants et des habitants, par la distribution d'un avis toutes-boîtes dans les quartiers concernés et la mise en ligne d'une information spécifique sur le site internet de la commune, a rassemblé à cette date un total de 1.524 signatures.

#### **DEMANDE AU GOUVERNEMENT REGIONAL :**

de prendre en considération l'opposition à l'éventuelle réalisation d'un tel projet exprimée tant par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Etterbeek que par les 1.524 signataires de la pétition lancée à l'initiative de celui-ci ;

de renoncer officiellement à tout projet de prolongation de la E411, ainsi qu'à toute autre option qui aurait pour effet d'augmenter le flux automobile aboutissant sur le boulevard Général Jacques ;

de privilégier les investissements utiles à un fonctionnement optimal des transports publics.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een ontwerpschema voor de heraanleg van de kleine ring ter kennis gebracht werd van het gemeentebestuur tijdens een presentatie op een begeleidingscomité waarin het gemeentebestuur vertegenwoordigd was.

Overwegende dat het project positieve aanpassingen voorziet om de vlotheid van het verkeer te garanderen, zoals de intunneling van de tram ter hoogte van de verbinding met het station van Etterbeek, maar ook andere ingrijpende opties die een groot gevaar inhouden voor de duurzame mobiliteit in Etterbeek. Laatstgenoemde opties stellen namelijk voor om de E411 door middel van een aantal ingrepen te verlengen tot aan de Generaal Jacqueslaan:

#### **Variante 1 - Verlenging van de E 411 door middel van :**

De bouw van een tunnel voor verkeer dat de stad verlaat, wiens ingangen op de Generaal Jacqueslaan zouden komen te liggen, tussen de kazernes en het VUB-terrein. Deze tunnels zouden leiden naar een nieuw aangelegde weg, tussen de gebouwen van de Pleinlaan en de spoorweg, die op zijn beurt naar de E411 zou leiden ;

De Pleinlaan en het gedeelte van de Triomfstraat tussen het Oefenplein en Delta deklasseren tot een lagere categorie van rijweg ;

Het invoeren van eenrichtingsverkeer richting stad in de Triomfstraat, tussen Delta en de Generaal Jacqueslaan, en de bouw van een toegangstunnel tot de stad vanaf de Triomfstraat naar de Generaal Jacqueslaan richting Elsene, waardoor men gemakkelijk de Kazernenlaan kan bereiken.

#### **Variante 2 - Verlenging van de E411 door :**

De bouw van een tunnel voor het verkeer dat de stad verlaat, waarvan de ingangen op de Generaal Jacqueslaan zouden komen te liggen, tussen de kazernes en het VUB-terrein. Deze tunnels zouden uitmonden op een nieuw aangelegde weg tussen de gebouwen van de Pleinlaan en de spoorweg, en tenslotte, op de E411 ;

De aanleg van een weg in het verlengde van de E 411 als toegangsweg tot de stad, die tussen de gebouwen van de Pleinlaan en de spoorweg zou lopen. Deze toegangsweg zou samenkomen met de Pleinlaan op het kruispunt met de Generaal Jacqueslaan. Het zou een kruispunt in openlucht. Door de wachttijden van de verkeerslichten aan te passen en door de tram en het verkeer dat de stad verlaat door een tunnel te leiden zou men meer verkeer de stad in kunnen leiden ;

De Triomflaan declasseren tot een lagere categorie van rijweg.

Overwegende dat de auteur van het project variant 2 verkiest ;

Overwegende dat deze ingrepen, hoewel zij een aantal wijken rond het kerkhof van Elsene en in Oudergem zullen beschermen, in Etterbeek weliswaar tot een onbeheersbare toevloed van verkeer zullen leiden, zowel bij het verlaten als bij het binnenkomen van de stad. Volgens de verkeersverwachtingen van de auteur van het project zou het verkeer dat de stad binnenkomt tijdens de ochtendspits verdubbelen.

Overwegende dat, vanuit stedenbouwkundig opzicht, de bouw van deze tunnels ook de bouw van bijkomende in- en uitgangshellingen zal inhouden. Dat deze hellingen stedelijke barrières en destructureerende elementen vormen op een laan die net nood heeft aan een meer gestructureerde aanleg.

Overwegende dat het vervoersplan van het Brussels Gewest Iris 2 aan het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling de zorg heeft toevertrouwd om de mogelijkheid te onderzoeken om het metronet te ontwikkelen langs de as van de middenring.

Overwegende dat men omwille van dit vooruitzicht de gewestelijke budgetten in de eerste plaats moet aanwenden voor infrastructuur die het openbaar vervoer ten goede komt.

Overwegende dat het vervoersplan van het Brussels Gewest Iris 2 het autoverkeer met twintig procent wil verlagen tegen 2018;

Overwegende dat de Gemeentelijke mobiliteitsplannen van Etterbeek en Oudergem voorzien om het verkeer af te remmen ter hoogte van Oudergem en niet om het zo ver mogelijk tot in de stad te leiden.

Overwegende dat het College op eigen initiatief een advies uitgebracht heeft over dit dossier op 24 juni 2010 en dit advies op 8 juli 2010 ter kennis gebracht heeft van de direct betrokken ministers.

Overwegende dat het College eind augustus het initiatief genomen heeft om een petitie te lanceren onder de bevolking tegen de verlenging van de E411 om duidelijk te maken dat het hiermee niet akkoord gaat, en dit alvorens de regering een beslissing zou nemen die indruist tegen de duurzame mobiliteit.

Overwegende dat deze petitie, die bekendgemaakt werd aan de handelaars en de inwoners via een huis-aan-huisbericht in alle betrokken wijken en via een bijzondere mededeling op de website van de gemeente, vandaag in totaal 1.524 handtekeningen opgeleverd heeft.

#### **VRAAGT AAN DE HOOFDSTEDELIJKE GEWESTREGERING :**

Om rekening te houden met het verzet tegen de eventuele realisatie van dergelijk project vanwege zowel het College van Burgemeester en Schepenen van Etterbeek als de 1.524 ondertekenaars van de petitie, die gelanceerd werd op zijn initiatief ;

Om officieel af te zien van elk project voor de verlenging van de E411 evenals elke andere ingreep die een verhoogde instroom van het autoverkeer in de Generaal Jacqueslaan tot gevolg zou hebben ;

Om de voorkeur te geven aan investeringen die een optimale werking van het openbaar vervoer ten goede komen.

#### ***URGENCE - SPOEDEISENDHEID***

- (3) Nouvel appel à projets - Crèche - Sollicitation de subsides  
Nieuwe projectoproep - Kinderdagverblijf - Aanvraag van subsidies**

Amendements/Amendementen

Ancien texte

Considérant que le V.Z.W. Sint-Goedele en partenariat avec le V.Z.W. Centrum voor Kinderopvang ont pour intention d'ouvrir une crèche attenante à la « Lutgardisschool » 38 rue Général Fivé ; qu'ils souhaitent également introduire une demande de subvention dans le cadre de cet appel à projets ;

Que cette structure permettrait d'accueillir 22 enfants de 0 à 3 ans ; que cette capacité d'accueil a été fixée par Kind en Gezin ;

...

- Une subvention de 500.000 € destinée à couvrir une partie des frais supportés par le V.Z.W. Sint-Goedele en partenariat avec le V.Z.W. Centrum voor Kinderopvang pour la construction d'un bâtiment attenant à la « Lutgardisschool » sachant que celui-ci pourra accueillir de 22 enfant de 0 à 3 ans.

Nouveau texte

Considérant que le V.Z.W. Sint-Goedele en partenariat avec un établissement pour la petite Enfance a pour intention de réaliser un projet d'infrastructure pour la construction d'une crèche attenante à la « Lutgardisschool » 38 rue Général Fivé ; qu'ils souhaite également introduire une demande de subvention dans le cadre de cet appel à projets ;

Que cette structure permettrait d'accueillir entre 14 et 36 enfants de 0 à 3 ans ;

Que la capacité d'accueil a déjà été fixée par Kind en Gezin pour 22 enfants;

...

- Une subvention de 500.000 € destinée à couvrir une partie des frais supportés par le V.Z.W. Sint-Goedele en partenariat avec un établissement de l'accueil de la petite Enfance pour la construction d'un bâtiment attenant à la « Lutgardisschool » sachant que celui-ci pourra accueillir 22 enfants de 0 à 3 ans.

Oude tekst

Overwegende dat de vzw Sint-Goedele samen met de vzw Centrum voor Kinderopvang voornemens is een crèche te bouwen naast de Lutgardisschool in de Generaal Fivéstraat nr 38, dat zij ook een subsidieaanvraag wensen in te dienen in het kader van deze projectoproep;

Dat deze structuur zal toelaten 22 kinderen tussen 0 en 3 jaar op te vangen; dat deze opvangcapaciteit door Kind en Gezin werd vastgelegd;

...

- Een subsidie van 500.000 euro aan te vragen om een deel van de kosten te dekken die gedragen worden door de vzw Sint-Goedele in samenwerking met de vzw Centrum voor Kinderopvang voor de bouw van een gebouw naast de Lutgardisschool, wetende dat deze 22 kinderen van 0 tot 3 jaar zal kunnen opvangen.

Nieuwe tekst

Overwegende dat de vzw Sint-Goedele samen met een instelling voor kinderopvang voornemens is een infrastructuurproject te realiseren voor de bouw van een crèche naast de Lutgardisschool in de General Fivéstraat nr 38; dat zij ook een subsidieaanvraag wensen in te dienen in het kader van deze projectoproep;

Dat deze crèche 14 tot 36 kinderen tussen 0 en 3 jaar zal kunnen opvangen ;

Dat Kind en Gezin nu reeds een opvangcapaciteit van 22 kinderen erkend heeft

...

- Een subsidie van 500.000 euro aan te vragen om een deel van de kosten te dekken die gedragen worden door de vzw Sint-Goedele, in samenwerking met een instelling voor kinderopvang, voor de realisatie van een infrastructuurproject naast de Lutgardisschool dat opvang zal kunnen bieden aan 22 kinderen van 0 tot 3 jaar.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Considérant qu'il n'existe sur le territoire d'Etterbeek qu'une seule crèche communale ayant une capacité d'accueil de 79 places ;

Vu que ce nombre de places, au regard des demandes qui nous parviennent, est insuffisant ; que de jeunes parents, devant l'absence de solution de garde pour leur enfant, renoncent à leur carrière professionnelle et à l'accès à un niveau de vie meilleur ; que d'autres n'ont pas d'autre possibilité que de recourir aux services proposés par les Maisons d'enfants for onéreuses, la participation financière des parents étant fixe et non calculée sur base de leurs revenus ;

Vu le courrier de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 17-09-2010 signifiant qu'un nouvel appel à projets dont la date limite est fixée au 15 novembre 2010 devrait nous parvenir ; que celui-ci a pour objectif d'accorder des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des projets relatifs aux infrastructures consacrées aux crèches ;

Vu la déclaration de politique générale dans laquelle les Autorités communales confirment leur intention d'ouvrir de nouvelles places d'accueil subventionnées au bénéfice des enfants de 0 à 3 ans ;

Attendu que l'acquisition du bâtiment sis 59 rue des Champs par la Commune permettrait d'ouvrir une nouvelle crèche communale qui pourrait accueillir, conformément aux normes édictées par l'O.N.E., 80 enfants âgés de 0 à 3 ans ;

Vu qu'une estimation du prix dudit bâtiment nous a été transmise par le comité d'acquisition d'immeubles de Bruxelles 1 ; que celle-ci s'élève à 1.596 € au m<sup>2</sup> ; que si l'on se réfère à la surface occupée de la crèche communale Aimé Dupont 2 2.000 m<sup>2</sup> sont nécessaires pour accueillir 80 enfants correctement ;

Considérant que le V.Z.W. Sint-Goedele en partenariat avec un établissement pour la petite Enfance a pour intention de réaliser un projet d'infrastructure pour la construction d'une crèche attenante à la « Lutgardisschool » 38 rue Général Fivé ; qu'il souhaite également introduire une demande de subvention dans le cadre de cet appel à projets ;

Que cette structure permettrait d'accueillir entre 14 et 36 enfants de 0 à 3 ans ;

Que la capacité d'accueil a déjà été fixée par Kind en Gezin pour 22 enfants ;

Considérant que pour être jugée recevable par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, cette demande de subventions doit être introduite par les Autorités communales ;

Vu que le montant des subventions est plafonné à 500.000 € par communauté linguistique demanderesse ;

Vu les articles 100, 145 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De solliciter dans le cadre où serait diffusé ce nouvel appel à projet 2010 :

- Une subvention de 500.000 euros destinée à couvrir une partie de l'investissement financier nécessaire pour l'acquisition du bâtiment sis rue des Champs en vue d'y ouvrir une nouvelle crèche communale qui pourrait accueillir 80 enfants de 0 à 3 ans.
- Une subvention de 500.000 € destinée à couvrir une partie des frais supportés par le V.Z.W. Sint-Goedele en partenariat avec un établissement de l'accueil de la petite Enfance pour la construction d'un bâtiment attenant à la « Lutgardisschool » sachant que celui-ci pourra accueillir 22 enfants de 0 à 3 ans.

\*\*\*

De Gemeenteraad,



Overwegende dat er op het grondgebied van Etterbeek slechts één enkele crèche ligt, met een opvangcapaciteit van 79 plaatsen;

Overwegende dat het aantal plaatsen t.a.v. de aanvragen die wij ontvangen onvoldoende is; dat jonge ouders hun beroeps carrière en de toegang tot een betere levensstandaard opgeven omdat ze geen opvang vinden voor hun kind; dat anderen niet anders kunnen dan een beroep doen op de diensten van het Maison d'enfants, die zeer duur zijn aangezien de financiële bijdrage van de ouders een vast bedrag is dat niet berekend wordt op basis van hun inkomen;

Gelet op de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17.09.2010, waarin een nieuwe projectaanvraag wordt bekendgemaakt met als uiterste inzenddatum 15.11.2010; dat het doel van deze projectoproep is om subsidies toe te kennen aan de gemeenten van het Brussels Gewest voor projecten inzake infrastructuur van kinderdagverblijven;

Gelet op de algemene beleidsverklaring, waarin de Gemeentelijke Overheid bevestigt dat ze voornemens is om nieuwe gesubsidieerde opvangplaatsen te voorzien voor kinderen van 0 tot 3 jaar;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek door de aankoop van een gebouw in de Veldstraat 59 een nieuwe gemeentelijke crèche zou kunnen openen, waar men, in overeenstemming met de normen die uitgevaardigd werden door het O.N.E., 80 kinderen van 0 tot 3 jaar zou kunnen opvangen;

Overwegende dat het Comité van de aankoop van Gebouwen Brussel I ons voor het gebouw in kwestie een prijsschatting van van 1.596 € per m<sup>2</sup> heeft meegedeeld; dat we, indien we ons baseren op de oppervlakte van de gemeentelijke crèche Aimé Dupont, 2.000 m<sup>2</sup> nodig zullen hebben om 80 kinderen op een degelijke manier te kunnen opvangen;

Overwegende dat de vzw Sint-Goedele samen met een instelling voor Kinderopvang voornemens is een infrastructuurproject te realiseren voor de bouw van een crèche naast de Lutgardisschool in de General Fivestraat nr 38; dat zij ook een subsidieaanvraag wensen in te dienen in het kader van deze projectoproep;

Dat deze crèche 14 en 36 kinderen tussen 0 en 3 jaar zal kunnen opvangen;

Dat Kind en Gezin nu reeds een opvangcapaciteit van 22 kinderen erkend heeft;

Dat de opvangcapaciteit door Kind en Gezin nu reeds erkend werd voor 22 kinderen.

Dat deze structuur bovenop de twee gesubsidieerde Nederlandstalige kinderdagverblijven op het grondgebied van de gemeente Etterbeek tussen 14 en 36 kinderen van 0 tot 3 jaar zou kunnen opvangen; dat deze opvangcapaciteit zal afhangen van de eisen van Kind en Gezin;

Overwegende dat de Gemeente Etterbeek haar opvangcapaciteit voor kinderen van 0 tot 3 jaar wenst te verhogen;

Overwegende dat deze subsidieaanvraag ingediend moet worden door de gemeentelijke overheid om ontvankelijk verklaard te worden door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het maximumbedrag van de subsidie per project 500.000 € bedraagt;

Gelet op artikels 100, 145 en 149 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST**

Om in het kader waarin deze nieuwe projectoproep 2010 verspreid zou worden:

- Een subsidie van 500.000 euro aan te vragen om een deel van de financiële investering te dekken die vereist is voor de aankoop van het gebouw in de Veldstraat om er een nieuwe gemeentelijke crèche te openen die 80 kinderen van 0 tot 3 jaar zou kunnen opvangen.

- Een subsidie van 500.000 euro aan te vragen om een deel van de kosten te dekken die gedragen worden door de vzw Sint-Goedele, in samenwerking met een instelling voor kinderopvang, voor de realisatie van een infrastructuurproject naast de Lutgardisschool dat opvang zal kunnen bieden aan 22 kinderen van 0 tot 3 jaar.

La séance est levée à 19h50.

De zitting wordt gesloten om 19u50.

PAR LE CONSEIL:  
NAMENS DE RAAD

Le Secrétaire communal f.f.,  
De wn. Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre,  
De Burgemeester,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF